

# LE 34<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA C.G.T.

## LA PRÉPARATION

Du 12 au 17 mai, se déroulera le 34<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T. Malgré les exhortations à la discussion et les appels à la désignation « démocratique » des délégués de différents leaders du bureau confédéral, la participation des syndiqués est quasi-nulle. C'est ce que reconnaît d'ailleurs le journal confédéral « Le Peuple » (N. 675) de la 2<sup>e</sup> quinzaine d'avril, dans son éditorial, regrettant qu'un commencement de discussion n'ait eu lieu que dans un nombre relativement faible de syndicats.

Mieux, la Tribune de discussion ouverte dans le journal confédéral depuis février n'a connu à ce jour que la participation de deux camarades, si l'on peut dire. En effet, il s'agit dans un cas (Ledet, secrétaire de l'U.D. des Ardennes) du rapport d'organisation qu'il a présenté au congrès de son U.D., dans l'autre (Forest de l'U.D. du Rhône), d'un article intitulé : « Se battre pour une conception nouvelle de la prudhomie ».

C'est tout un programme.

Bref, ce congrès sera comme d'habitude le congrès des permanents, entourés de l'inévitable cohorte de délégués-potiches : tant de femmes, tant de jeunes, de vieux, de mensuels, de travailleurs immigrés, etc... le tout convenablement dosé comme il se doit.

Ainsi, ce congrès confédéral présentera le défaut habituel de l'excès de centralisation, dans l'indifférence quasi-générale, alors même que toutes les décisions des congrès précédents visaient à « décentraliser », « démocratiser », redonner vie aux U.L., être toujours « plus près » des travailleurs. Néanmoins, les statuts seront modifiés (art. 52) en vue d'assurer « la représentation des groupes de retraités aux congrès confédéraux ». Mince de problème !

## DE VIEUX TEXTES

L'impression générale, tirée de la lecture du journal confidentiel confédéral, c'est qu'il est toujours en retard d'un mètre et poussiéreux. C'est quasiment la même énumération fastidieuse des revendications (déjà présentées aux congrès précédents) et qui se présente sous la forme du catalogue de vœux-pieux.

L'impression en est encore accrue, si l'on considère que les textes ont été écrits AVANT la grève des mineurs et que depuis aucun texte complémentaire d'analyse n'a été produit. Il est d'ailleurs probable que l'on parlera longuement, à la tribune du congrès, de cette grève et de cette « grande » victoire (les 13% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 63, à l'appui) mais que l'on oubliera de l'étudier sous un angle critique.

L'ensemble des projets de rapports apparaît tellement anodin qu'il semble avoir été écrit dans la perspective de rassurer les camarades de la maison d'en face réformiste avec qui l'on veut faire l'unité.

C'est ce qui nous vaut de conserver le programme « constructif » des années précédentes : la mise en œuvre effective des programmes capables de résoudre le problème du logement, l'enseignement, la protection de la santé. La mise en œuvre d'une véritable politique énergétique nationale. Une profonde réforme de la fiscalité. Une politique de crédit dirigée contre l'autofinancement et assurant le financement des investissements intéressants les besoins sociaux, l'emploi, l'indépendance nationale, le développement de l'ensemble des régions, etc.

Il est, comme d'habitude encore, souligné qu'une

## Lettre d'un lecteur de Nord-Aviation

Je lis dans l'« Internationale » à propos de N.A. : « Mais le mécontentement des ouvriers ne fut pas exploité par les syndicats qui démontrèrent une fois de plus leur insuffisance à lancer tout mouvement réel. »

Je ne suis pas d'accord pour mettre sur le seul compte des syndicats cette carence revendicative. Voyons côté personnel, car sans bonne troupe il n'est guère de général qui puisse réussir.

D'un côté un bon millier de travailleurs horaires conscients de l'importance des luttes revendicatives, et dans l'ensemble prêt à l'action, mais aussi à mon sens beaucoup trop porté sur les heures supplémentaires (y compris des responsables syndicaux), ce qui, d'une façon ou d'une autre les rend tributaires du patron.

De l'autre, deux mille mensuels, en totalité embourgeoisés, pouvant se répartir ainsi :

60% pensent à « gauche » (en faisant tous les complexes de celle-ci), mais pas d'accord pour l'action, critiquant beaucoup (souvent pour se justifier) ;  
35% genre Français moyens (tendance F.O.) ;  
5% franchement réactionnaires.

Tous ceux-ci ont ces points communs : un égoïsme outrancier qui leur fait dans tous les cas préférer leurs intérêts particuliers (exemple rallonge individuelle) aux intérêts communs, et la peur du chef, qui fait d'eux de doux moutons plutôt que des revendicatifs.

Si donc, l'on peut faire quelques reproches aux syndicats, ce n'est point à mon avis sur l'action qu'ils pourraient déclencher (voir l'état des troupes) mais plutôt sur les moyens qu'ils emploient pour essayer de redonner au personnel une conscience qu'ils n'ont plus, (tracts de fond, faisant appel à la conscience à la solidarité de chacun, des tracts d'explications et d'information qui rompent avec les slogans dont on a l'habitude.)

Plus loin, je lis : « La C.G.T. a organisé une collecte sans demander un versement précis... » Je pense qu'au contraire, bien des salariés se trouvent « choqués » lorsqu'on leur demande une somme précise, et de toute façon, le fait de demander une journée de salaire (comme

telle politique « suppose des mesures énergiques contre l'emprise des monopoles, l'établissement d'une vie réellement démocratique et la mise en œuvre d'une politique internationale de paix et de détente » et que la C.G.T. se prononce à nouveau pour l'union de toutes les forces démocratiques en vue d'éliminer le pouvoir personnel et d'établir un régime de démocratie réelle.

Nous avons eu la démocratie restaurée et renouée, devenue la démocratie véritable. La C.G.T. combattra pour la démocratie réelle. Il semble que sur cette base, elle réussira l'unité avec le P.C.F.

## LES PERSPECTIVES

Tout le programme, toute l'orientation, apparaissent dénués de perspectives, la partie consacrée à De Gaulle et surtout à l'élimination de ce que la C.G.T. appelle le pouvoir personnel se résume à 2 ou 3 lignes au milieu de dizaines de pages de textes. La C.G.T. conçoit l'union des forces démocratiques comme un débat académique. « Plusieurs partis et organisations démocratiques ont des programmes. La C.G.T. a également le sien » dit-elle et il existe des bases pour aboutir à un accord, « par un effort de compréhension mutuelle ».

A ces conditions, la C.G.T. se déclare prête « à aller de l'avant ». Nulle part il n'est fait la moindre allusion A LA CONQUÊTE DU POUVOIR par les travailleurs, seule garantie réelle que les nationalisations proposées ne seront pas une tromperie et que les monopoles seront brisés.

Mais les actions des travailleurs ne peuvent et ne doivent pas dépendre de la possibilité ou non de l'entente des « forces démocratiques », de la réalisation de l'unité même (syndicale et politique).

Sur ce plan également, il y a carence des textes. Comment et sous quelles formes doit-on se préparer à la lutte pour l'« élimination du pouvoir personnel » ? Comment agir pour imposer, même le programme de revendications immédiates ? Alors même que partout les militants de la C.G.T., responsables et permanents, s'en vont prêcher dans les usines et les chantiers que la seule tactique de lutte valable est toujours le harcèlement (les grèves tournantes) pouvant culminer de temps en temps dans un mouvement d'ensemble limité lequel redonnera un élan aux débrayages — parce que c'est cela la politique de la C.G.T., essentiellement une politique de pression — il n'y a rien cette année sur la tactique des luttes. En un mot, peut-on se satisfaire des multiples débrayages dont l'efficacité est toujours discutable ? ou bien ces débrayages doivent-ils être conçus comme préparatoires à des actions plus amples ?

L'insistance même de la C.G.T. à mettre en valeur la grève des mineurs et l'importance des résultats obtenus PAR UNE GREVE ILLIMITÉE devrait se retourner CONTRE les protagonistes systématiques à tout propos et hors de propos des grèves limitées. A notre connaissance, les principaux responsables des fausses tactiques se trouvent en bureau confédéral. C'est par là, la critique et l'autocritique de l'échelon le plus responsable que devrait commencer le congrès. Compte tenu des exhortations à la démocratie qui émanent des instances fédérales, les syndiqués et travailleurs sont en droit d'attendre qu'elles passent à exécution.

Mais la démocratie ne consiste pas seulement à pouvoir parler. Dans des congrès confédéraux qui durent 6 jours, on ne s'en prive généralement guère encore que beaucoup

cela a été fait par la suite) n'a nullement empêché certaines personnes de ne rien donner ou presque.

Tout à fait d'accord pour mettre en avant le « retour aux 40 h. ou 35 h. (il est bon d'en parler tout de suite de ces 35 h., pour que les gens ne croient pas que les 40 h. atteints en 1936, soient la fin des fins.)

Même si vos constatations sont exactes, nous en rendons responsables les syndicats et vous nous l'expliquez dans l'un de vos arguments : comment espérer que l'ouvrier soit meilleur que le militant syndical qui représente l'avant-garde organisée, lorsque celui-ci fait des heures supplémentaires ?

Ce qui peut exister, c'est la faiblesse des réactions spontanées, pour suppléer à la carence des syndicats, car les conditions d'exploitation sont particulières : absence de grosses cadences, maîtrise plus liée aux travailleurs, paternalisme du patron... Le poids des techniciens, cadres et ingénieurs limite les débordements.

Nous pensons que ce sont les syndicats qui sont faibles, pas spécifiquement ceux de N.A. qui surent mener chaque année depuis pratiquement 1947 des luttes dans le cadre général et dernièrement, depuis 1957, dans le cadre limité de la particularisation, surtout pendant mai-juin 61. Les syndicats de N.A. subissent la carence des grandes centrales et ce que ressentent les travailleurs, c'est que les perspectives ouvertes par elles sont trop limitées en face de tentations offertes par le patron. Ainsi, en débrayant 1 heure par jour pendant deux semaines, les salaires ont augmentés de 2%. Il suffit de travailler un samedi matin par mois pour avoir l'équivalent, il suffit de se tenir tranquille pour avoir une rallonge individuelle...

Quelle est pour un ouvrier, même averti, la solution la plus facile ? Sinon adopter en permanence celle du patron ? Vous relevez à juste titre l'absence d'explication de la part des syndicats.

C'est ce que nous demandons en accompagnant nos critiques de l'exigence d'un « plan ouvrier », d'un « programme ouvrier », d'une formule claire de « gouvernement immédiat »... Ce n'est pas sans raison non plus que nous aimerions voir une propagande pour les 35 heures, alors que l'on n'en est officiellement qu'au retour progressif à 40 heures, ce qui, à N.A. pose déjà un sacré problème, mais ne veut rien dire, car la première étape qui s'impose, c'est le respect de l'horaire affiché.

Fraternellement « correspondant N.-A. »

d'interventions soient soporifiques. Encore faut-il que la discussion traite de problèmes sur lesquels le mouvement ouvrier s'est trouvé confronté et résultant de sa propre expérience quotidienne.

— Le gaullisme et comment s'en débarrasser ? Le parlement a-t-il été l'instrument qui a permis de faire échec à la réquisition ? Comment faire échec aux tentatives de casser les syndicats ou de les intégrer ?

— Le Congrès, plutôt que d'adopter un programme fourre-tout ne devrait-il pas centrer ses travaux sur deux ou trois revendications essentielles, capables d'unifier les luttes des travailleurs ?

• Les 40 heures immédiatement.

• Une revendication de salaire IMPORTANTE, UNIFORME, VALABLE pour toutes les branches, tous les secteurs (privé, public, semi-public). La PARTICULARISATION devrait être reléguée à sa véritable place secondaire.

La discussion devrait porter également sur la forme de lutte. Dans quelles conditions utiliser les grèves tournantes ? Comment, à partir de l'unification des mots d'ordre et d'un seul programme, assurer la COORDINATION DES LUTTES et leur contrôle démocratique par les travailleurs. Sur ce plan, la grève des mineurs avec ses conséquences bénéfiques sur toutes les autres corporations devrait être examinée scrupuleusement sans avoir peur d'évoquer la grève générale, les mouvements d'ensemble, écartés hypocritement des travaux du congrès alors que chacun sait que dans les masses, les militants sont continuellement en butte aux questions des travailleurs.

C'est à ce prix que le congrès confédéral, organisme de représentation, de liaison, de coordination de tous les travailleurs, de toutes industries et de toutes branches remplirait son rôle véritable, et contribuerait bien mieux à intéresser les travailleurs à son activité.

P. S. — Espérons qu'une initiative de Benoît FRACHON lors du congrès permettra d'aborder de nouveau le problème de l'UNITE. Le rapport d'orientation considère « qu'aucun des problèmes posés par la réunification syndicale n'est insurmontable, qu'il s'agisse des questions de programme, de tactique ou de représentation démocratique de tous les courants de pensée de la classe ouvrière ».

Qu'est-ce à dire ? Sous les formules alambiquées veut-on évoquer le droit de tendance ? Si cette fois, Benoît FRACHON voulait aller plus loin qu'au 33<sup>e</sup> congrès, on pourrait alors considérer qu'un pas réel aurait été fait. Il semblerait cependant qu'il vaut mieux attendre que les conversations « secrètes » qui se déroulent ici et là entre C.G.T. et F.O., au grand dam de la C.F.T.C. d'ailleurs, aient abouti.

## Elections chez Renault

A l'usine, toute cette période vient de se dérouler sous l'angle de la campagne électorale des délégués du personnel. Comme partout, la C.G.T. a progressé légèrement. En raison du nombre d'inscrits en augmentation, 6 sièges (3 titulaires plus 3 suppléants) supplémentaires étaient à pourvoir. En gagnant 1.725 voix sur 1962 et 0,5%, la C.G.T. les remporte tous. Voici les résultats :

Collège ouvriers-employés

	1962	1963	
Inscrits	24.554	25.774	
Votants	21.092	21.798	
Abstentions, malades et accid.	3.462	3.976	
Exprimés	20.333	21.104	
C.G.T.	14.498	16.223	+ 0,5 %
C.F.T.C.	2.554	2.680	- 0,84 %
F.O.	900	800	+ 0,06 %
S. Indép. R.	733	715	- 0,46 %
U.O. Auton.	396	583	+ 0,67 %

Collège cadres-maîtrise-techniciens-dessinateurs

	1962	1963	
Inscrits	6.782	6.785	
Votants	4.910	4.942	
Abstentions, malades et accide.	1.872	1.843	
Exprimés	4.756	4.814	+ 1,88 %
C.G.T.	1.860	1.973	+ 1,12 %
C.G.Cadres	1.396	1.467	
C.F.T.C.	1.050	1.116	+ 1,1 %
F.O.	287	258	- 0,67 %
S.I.R.-U.O.A.	163	n. prés.	

Faits saillants : en décrépitude depuis quelques années, le syndicat autonome (l'U.O.A.) issu d'une scission du syndicat F.O. de l'usine s'est orienté vers les indépendants (on ne sait lesquels de ceux-ci sont gaullistes, O.A.S. et tutti quanti). Le S.I.R. a résisté au chant des sirènes, mais de ses rangs une équipe se baptisant Union Syndicale Indépendante a essayé de piper les voix du S.I.R. en jouant la carte de l'unité avec l'U.O.A.. Au deuxième collège, ni l'une ni l'autre de ces équipes d'aventuriers ne trouvèrent de candidats.

Les nouveaux embauchés (Italiens surtout, mais aussi Espagnols, voire Portugais) semblent avoir voté pour la C.G.T. dans des proportions semblables à celles des ouvriers.

Dans le deuxième collège, progression constante de la C.G.T. Dans ce collège, F.O. a perdu ses deux derniers délégués.

Depuis plusieurs mois, C.G.T., C.F.T.C., F.O. agissent en commun (accord d'établissement, aide aux mineurs, débrayages pour une convention collective nationale de l'automobile). C'est la C.G.T. qui semble profiter le plus de cette opération, tant le désir des ouvriers est grand d'en voir finir avec la multitude de syndicats maison (type U.O.A., S.I.R., U.S.I.) où le nombre de militants est très réduit.